



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES 2018



DÉCLARATION INITIALE
en cas de création d'établissement ou de changement
d'exploitant intervenu en 2017

DÉPARTEMENT	
COMMUNE DU LIEU D'IMPOSITION	

TIMBRE À DATE DU SERVICE

Renvoyez un exemplaire **AVANT LE 1^{er} JANVIER 2018** au service des impôts des entreprises ci-dessus, auquel vous pouvez vous adresser pour tout renseignement.

ou téléphonez au :

ou messagerie :

A1 Identification de l'entreprise COMPLÉTER ou RECTIFIER dans la partie droite les mentions absentes ou erronées

Dénomination ou nom et prénom

	1	
--	---	--

Activités exercées

	2	
--	---	--

Adresse dans la commune

	3	
--	---	--

Adresse où doit être envoyé l'avis d'imposition en cas d'édition sous format papier

	4	
--	---	--

Numéro SIRET de l'établissement

	5	
--	---	--

Code de l'activité de l'établissement (NACE)

	6	
--	---	--

Inscription au répertoire des métiers et de l'artisanat

	7	
--	---	--

OUI NON

Comptable de l'entreprise

Nom :
Adresse :
Numéro de téléphone :
Adresse électronique :

A2 Activité professionnelle exercée de mon domicile ou exercée en clientèle

Si vous ne disposez d'aucun autre local, cochez la case Précisez la surface occupée pour les besoins de l'activité exercée à domicile :

Nom et adresse de la personne ayant établi la déclaration si elle ne fait pas partie du personnel salarié de l'entreprise. Téléphone : Adresse électronique :	À le Signature
---	-------------------------------

Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel. En application des dispositions de l'article 32 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, les personnes, dont l'activité est la location de locaux meublés, exonérées de CFE en application du 3° de l'article 1459 du CGI sont informées que les données relatives à ces locaux sont transmises par la DGFIP aux collectivités locales ayant institué la taxe de séjour ou la taxe de séjour forfaitaire conformément à l'article L. 135 B du livre des procédures fiscales. Ces personnes ont un droit d'accès et de rectification auprès de leur SIE.

A3 Origine de l'établissement (case à cocher)

- Création d'établissement
 Début d'activité
 Transfert d'activité
 Acquisition d'établissement
 Apport
 Scission
 Fusion

A4 Identification de l'ancien exploitant ①

Dénomination ou Nom et Prénom	
Activité exercée	

B1 Renseignements pour l'ensemble de l'entreprise Période de référence : année civile 2016 ou exercice de 12 mois clos en 2016

Entreprise créée en 2017				Entreprise existante en 2016			
Date de création de l'entreprise (jj/mm/aaaa)	1/...../.....		Date de création de l'entreprise (jj/mm/aaaa)	12/...../.....	
Effectif au cours de l'année civile 2017 ②	2		,	Effectif au cours de l'année civile 2016 ②	13		,
dont affecté à une activité artisanale	3		,	dont affecté à une activité artisanale	14		,
dont	Apprentis sous contrat	4	,	dont	Apprentis sous contrat	15	,
	Handicapés physiques	5	,		Handicapés physiques	16	,
Chiffre d'affaires HT ou recettes HT estimés pour 2017	6			Chiffre d'affaires HT ou recettes HT en 2016 (ou de l'exercice clos en 2016, lorsque sa durée est égale à 12 mois mais ne coïncide pas avec l'année civile)	17		
Ajustement à l'année ③	7	$\frac{\text{(ligne 6)} \times 12}{\text{}}$	8	Ajustement à l'année ③	18	$\frac{\text{(ligne 17)} \times 12}{\text{}}$	19
Recettes brutes HT ou chiffre d'affaires HT provenant de la location ou sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation estimées pour 2017 ④	9			Recettes brutes HT ou chiffre d'affaires HT provenant de la location ou sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation en 2016 ④	20		
Ajustement à l'année ③	10	$\frac{\text{(ligne 9)} \times 12}{\text{}}$	11	Ajustement à l'année ③	21	$\frac{\text{(ligne 20)} \times 12}{\text{}}$	22

B2 Renseignements pour l'établissement

Nombre de salariés employés par l'établissement au cours de l'année civile 2017 ⑤	1		,
Activités à caractère saisonnier, indiquer la durée d'exploitation en semaines (cocher la case) ⑥	<input type="checkbox"/>	Durée d'exploitation pour le nouvel établissement en 2017 (en semaines)	2
	<input type="checkbox"/>	Durée d'exploitation normalement prévue en 2018 (en semaines)	3
Micro-entrepreneur bénéficiant du régime micro-social prévu à l'article L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale (cocher la case) ⑦	<input type="checkbox"/>	Indiquer la date d'entrée dans le statut de micro-entrepreneur (jj/mm/aaaa)	4/...../.....
Activité professionnelle exercée à temps partiel ou pendant moins de 9 mois de l'année, cocher la case	5	<input type="checkbox"/>	
En cas d'éolienne produisant de l'énergie électrique, cocher la case ⑧	6	<input type="checkbox"/>	
Date de raccordement au réseau de l'installation produisant de l'énergie électrique (jj/mm/aaaa) ⑨	7/...../.....	
Pour les ouvrages hydrauliques, indiquer le prorata hydraulique relatif à la commune d'imposition (nombre avec deux chiffres après la virgule) ⑩	8		, %

C Biens du nouvel établissement passibles d'une taxe foncière 11

Informations **obligatoires** sauf si elles ont été fournies en réponse à la lettre d'accueil adressée par l'administration lors de la prise en compte de la création de l'établissement. En vertu de l'article 1729 B.2 du Code général des impôts, les omissions ou inexactitudes constatées dans un document qui doit être remis à l'administration fiscale entraînent l'application d'une amende de 15 € par omission ou inexactitude sans que le total des amendes applicables aux documents devant être produits simultanément puisse être inférieur à 60 € ni supérieur à 10 000 €. Si ce cadre est insuffisant, joindre un état établi sur ce même modèle.

Bien n° 1		
Nature du bien 12	1	
Adresse du bien	2	
Situation du bien (bâtiment, étage, escalier)	3	
Le cas échéant, numéro de lot dans la copropriété	4	
Identité de l'occupant précédent	5	
Date de début d'occupation du bien	6	
Superficie totale des locaux en m ²	7	
Détail (en m ²) de l'affectation de la superficie à usage :		
– Professionnel	8	
– Industriel	9	
– Commercial	10	
– Habitation	11	
Détail (en m ²) de l'utilisation des surfaces à usage professionnel en :		
– Magasin	12	
– Entrepôt	13	
– Bureaux	14	
– Autres à préciser	15	
Vous êtes :		
– Propriétaire	16	<input type="checkbox"/>
– Locataire Dans l'affirmative, veuillez joindre la copie du bail et préciser le nom et l'adresse du propriétaire	17	<input type="checkbox"/> Nom et adresse du propriétaire :
– Sous-locataire Préciser les noms du propriétaire ainsi que son adresse, du titulaire du bail et joindre le contrat de sous location	18	<input type="checkbox"/> Nom et adresse du propriétaire : - Nom du titulaire du bail :
– En domiciliation commerciale Préciser les noms du propriétaire ainsi que son adresse, de la société hébergeante et joindre le contrat de domiciliation commerciale	19	<input type="checkbox"/> Nom et adresse du propriétaire : - Nom de la société hébergeante :
– En domiciliation à titre gratuit Préciser les noms du propriétaire ainsi que son adresse, de la société hébergeante et joindre le contrat ou la convention de domiciliation	20	<input type="checkbox"/> Nom et adresse du propriétaire : - Nom de la société hébergeante :
Si vous partagez des locaux, veuillez indiquer le nom des autres utilisateurs	21	
Si vous disposez de places de parkings réservées exclusivement à l'exercice de votre activité professionnelle, précisez leur nombre et leur adresse si cette dernière est différente de celle de votre activité professionnelle.	22	<input type="checkbox"/> Nombre de places : Adresse :
Si vous êtes membre d'une SCM, veuillez indiquer le SIREN de la SCM et la surface du bien occupée à titre privatif	23	SIREN : Surface en m² :
Si vous êtes loueur en meublé, précisez la nature du local loué :		
– local d'habitation personnelle classé « meublé de tourisme »	24	<input type="checkbox"/>
– local d'habitation personnelle loué meublé autre que ceux visés aux 1° et 2° de l'art. 1459 du CGI	25	<input type="checkbox"/>
– autre local loué meublé	26	<input type="checkbox"/>
Pour les biens bénéficiant de la réduction prévue à l'article 1518 A bis du CGI, indiquer le pourcentage de réduction (100, 75, 50 ou 25) et la 1 ^{re} année d'entrée du bien dans la base d'imposition. 13	27	- Pourcentage de réduction : - 1 ^{re} année d'entrée du bien :

D Exonérations et abattement

Si vous remplissez les conditions, veuillez indiquer l'exonération pour laquelle vous désirez opter		Cocher ci-dessous les cases ¹⁴ correspondant à votre choix (une seule ligne de choix possible)	
EXONÉRATIONS ACCORDÉES SUR DÉLIBÉRATIONS DES COLLECTIVITÉS LOCALES		CFE	CVAE
Entreprises de spectacles vivants (art. 1464 A 1° du CGI) ¹⁵		1	2
Établissements de spectacles cinématographiques (art. 1464 A 3° à 4° du CGI) ¹⁶	– dont le nombre annuel d'entrées est inférieur à 450 000 (art. 1464 A 3° du CGI)	3a	4a
	– dont le nombre annuel d'entrées est inférieur à 450 000 et qui bénéficient d'un classement « art et essai » (art. 1464 A 3° bis du CGI)	3b	4b
	– autres que ci-dessus (art. 1464 A 4° du CGI)	3c	4c
Entreprises nouvelles (art. 1464 B du CGI) dans le cadre : ¹⁷ (préciser le régime d'exonération, une seule ligne possible)	– du régime de l'article 44 <i>sexies</i> du CGI (création d'entreprises nouvelles)	5a	6a
	– du régime de l'article 44 <i>septies</i> du CGI (création d'entreprises nouvelles pour la reprise d'entreprises industrielles en difficulté)	5b	6b
	– du régime de l'article 44 <i>quindecies</i> du CGI (création ou reprise d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale)	5c	6c
« Jeunes entreprises innovantes » ou « jeunes entreprises universitaires » (art. 1466 D du CGI) ¹⁸		7	8
Exonération en faveur des caisses de crédit municipal (art. 1464 du CGI) ¹⁹		9	10
Médecins, auxiliaires médicaux et vétérinaires ruraux (art. 1464 D du CGI) ²⁰		11	12
Activités gérées par des services d'activités industrielles et commerciales (art. 1464 H du CGI) ²¹		13	14
Indiquer la date de début de gestion :	15		
Libraires indépendants (art. 1464 I du CGI) ²²		16	17
Établissements situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (art. 1466 A-I du CGI) ²³		18	19
Établissements situés dans les zones de restructuration de la défense (art. 1466 A-I <i>quinquies</i> B du CGI) ²⁴		20	21
Disquaires indépendants (art. 1464 M du CGI) ²⁵		22	23
Exonération de 100 % de la valeur locative des installations antipollution passibles de taxe foncière et des matériels passibles de taxe foncière destinés à économiser l'énergie ou à réduire le bruit (art. 1518 A du CGI) ²⁶		24	
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération de CFE est demandée :			
Abattement de 50 % de la valeur locative des biens passibles de taxe foncière affectés à des activités de recherche industrielle (art. 1518 A <i>quater</i> du CGI) ²⁷		26	
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération de CFE est demandée :			

EXONÉRATIONS ACCORDÉES DE DROIT SAUF DÉLIBÉRATIONS CONTRAIRES DES COLLECTIVITÉS LOCALES		CFE	CVAE
Établissements situés dans les bassins d'emploi à redynamiser (art. 1466 A-I <i>quinquies</i> A du CGI) ²⁸		28	29
Changement d'exploitant réalisé en 2017 dans une zone franche urbaine, territoire entrepreneur (poursuite de la période d'exonération du prédécesseur) (art. 1466 A-I <i>sexies</i> du CGI) ²⁹		30	31
Petites entreprises commerciales situées dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (art. 1466 A-I <i>septies</i> du CGI) ²⁹		32	33
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération est demandée :		34	
Pour chacun de ces biens, préciser par un pourcentage la proportion du local concerné affecté à l'activité exonérée :		35	
Exonération en faveur de certaines locations en meublé (art. 1459-3° du CGI) ³⁰		36	37
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération est demandée :			
Établissements situés dans les départements d'outre-mer (art. 1466 F du CGI) ³¹ Dans ce cas, cocher le taux de l'abattement auquel vous avez droit : – Abattement taux normal ⁴¹ <input type="checkbox"/> – Abattement taux majoré ⁴² <input type="checkbox"/>		39	40
Option pour l'encadrement communautaire ³²		43	<input type="checkbox"/>

AUTRE EXONÉRATION DE DROIT		CFE	CVAE
Exonération des diffuseurs de presse spécialistes (art. 1458 <i>bis</i> du CGI) ³³		44	45
Exonération en faveur des jeunes avocats (art. 1460-8° du CGI) ³⁴		46	47
Exonération de l'activité de production de biogaz, d'électricité et de chaleur par méthanisation, réalisée dans les conditions prévues à l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime (art. 1451 I 5° du CGI) ³⁵		48	49
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération est demandée :			

EXONÉRATIONS NÉCESSITANT UNE DÉCLARATION SPÉCIFIQUE N° 1465-SD DISPONIBLE SUR LE SITE IMPOTS.GOUV.FR		CFE	CVAE
Exonération relative aux opérations réalisées dans les zones... ³⁶	– d'aide à finalité régionale (art. 1465 du CGI)	51	52
	– d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises (art. 1465 B du CGI)	53	54
	– de revitalisation rurale (art. 1465 A du CGI)	55	56